

<https://www.aefinfo.fr/depeche/719655-budget-2025-a-l-issue-de-leur-audience-les-syndic...>

Antonin Gouze

7 min read

## Budget 2025 : à l'issue de leur audience, les syndicats restent insatisfaits malgré la relance de l'agenda social par le MEN

Après avoir reçu les sept syndicats représentatifs de l'EN le 16 octobre 2024, le MEN note "leur forte inquiétude quant à la suppression de 4 000 ETP dans le PLF 2025" et propose d'ouvrir un "agenda social" autour de quatre chantiers sur la revalorisation des salaires et les conditions de travail. "L'ouverture de l'agenda social est un contrefeu, le vrai sujet est que le PLF 2025 ne répond pas à la crise que traverse l'Éducation nationale", dénonce Laurent Gomez, secrétaire national de la CFDT-EFRP. L'intersyndicale déplore aussi "aucune annonce chiffrée sur les salaires".



Les sept syndicats représentatifs de l'Éducation nationale reçus le 16 octobre 2024 au MEN déplorent une absence de dialogue et "d'annonces chiffrées sur les salaires". Twitter

Sophie Vénétitay - Sophie Vénétitay

Plusieurs des sept syndicats représentatifs de l'Éducation nationale reçus au MEN ont fait part de leur insatisfaction, d'un "dialogue de sourd" ou d'un dialogue "compliqué", à la sortie de leur audience avec la direction de cabinet de la ministre de l'Éducation nationale le mercredi 16 octobre 2024.

Cette rencontre faisait suite au dépôt d'une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève national pour le 14 octobre ([lire sur AEF info](#)), afin de contester les orientations budgétaires pour 2025 dévoilées par le MEN le 10 octobre, et notamment la suppression de 4 000 E.T.P. d'enseignants ([lire sur AEF info](#)).

Le MEN indique prendre "très au sérieux cette alerte sociale" mais rappelle également "qu'il y a des éléments favorables dans ce budget". Il a ainsi fait part aux organisations syndicales de quatre grands chantiers qu'il souhaite engager avec elles, portant sur les revalorisations salariales et les conditions de travail. Ces chantiers avaient été abordés en septembre 2023 par Gabriel Attal, mais n'avaient pas été poursuivis ([lire sur AEF info](#)).

À l'issue de l'audience, les sept syndicats se sont réunis en intersyndicale pour s'entendre sur une communication commune, qui devrait être diffusée le 21 octobre.

Le ministère maintient sa volonté de "baisser le nombre d'élèves par classe"

Le MEN maintient qu'une "augmentation significative en crédits budgétaires de 834 M€ en 2025 a été obtenue par la ministre, autrement dit la même hausse de crédits que celle que Jean-Michel Blanquer avait obtenue en 2019 ([lire sur AEF info](#)), alors qu'il y avait 30 000 élèves supplémentaires dans le second degré, alors que l'on attend presque 100 000 élèves de moins à la rentrée". Dans le second degré, il rappelle que "seuls 180 ETP sont supprimés contre 2 650 en 2019" et que la volonté du ministère est de "continuer à réduire le nombre d'élèves par classe".

Par ailleurs, le ministère répète qu'Anne Genetet reste "ouverte à des évolutions du budget lors du débat parlementaire", comme elle l'avait rappelé à *La Tribune Dimanche* le 14 octobre ([lire sur AEF info](#)).

Concernant les suppressions de postes, le MEN précise qu'il "faudra regarder en priorité les disciplines où il y a un surnombre d'enseignants".

## Quatre chantiers soumis aux syndicats pour "relancer l'agenda social"

Suivant son objectif de "maintenir un dialogue constant, sincère et direct avec les organisations syndicales" et de "relancer l'agenda social en panne depuis février 2024", le cabinet a proposé quatre chantiers aux syndicats "qui donneront lieu à des concertations". Elles portent sur :

- **les bas salaires** : la direction de cabinet a présenté des revalorisations salariales pour les bas de grilles (AESH et AED, notamment). Dès novembre 2024, "50 000 AED bénéficieront d'une revalorisation", en transposant l'augmentation du Smic,
- **les progressions de carrière**, pour lutter contre le "tassement des salaires en milieu de carrière, un sujet porté par toutes les organisations dans les réunions bilatérales". Le MEN veut "accélérer les milieux de carrière des professeurs, allant de 150 à 350 euros nets par mois supplémentaires pour plus de 100 000 professeurs d'ici 2027 afin qu'ils puissent progresser dans leur carrière (promotions au 2e grade qui seront accélérées)". Cette revalorisation doit être mise en œuvre "à partir de 2025",
- **les conditions de travail** : la MEN constate "une progression de certains actes de violence scolaire dans beaucoup de collèges et de lycées" et veut donc des "moyens humains" avec "plus de CPE et d'AED" pour y faire face. Il indique vouloir "CDIser" 4 000 AED à la rentrée 2025, mais souligne que le recrutement de ces personnels engendrera "la suppression de postes d'enseignants". Le MEN veut aussi "travailler sur la santé au travail" et "mieux accompagner les prises de postes et les mobilités" des personnels,
- **des revalorisations des salaires** d'autres catégories de personnels, notamment pour "les personnels de direction et de la santé scolaire".

des syndicats toujours inquiets

À la sortie de l'audience, le MEN indique que "les organisations syndicales acceptent d'ouvrir un nouvel agenda social avec le ministère et de reprendre un dialogue" sur les quatre chantiers énoncés et note "leur forte inquiétude quant à la suppression de 4 000 postes de professeurs dans le PLF 2025" tout en rappelant que "la ministre est ouverte à des évolutions sur ce point dans le débat parlementaire".

De son côté, l'intersyndicale est "unie pour refuser les suppressions d'emplois dans le budget 2025" et déplore "aucune annonce chiffrée sur les salaires", écrit Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU sur X.

"Le ministère nous dit en filigrane que nous devons nous contenter de ce que nous avons que cela aurait pu être pire", se désole auprès d'AEF info David Lelong, conseiller national du SE-Unsa, à la sortie de l'audience. "Nous avons réinsisté sur le caractère inacceptable de la suppression de 4 000 ETP et que la baisse démographique doit au contraire permettre de décharger les classes. Ils nous ont renvoyés au débat parlementaire". La veille, Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa, regrettait auprès d'AEF info un "dialogue verrouillé" et confiait que "si réellement il faut faire des économies, nous pouvons en identifier : le choc des savoirs, les groupes au collège et la prépa-seconde sont coûteux".

La CFDT Éducation Formation Recherche Publiques (EFRP) pointe quant à elle à AEF info un "dialogue de sourd" et des "conclusions pas satisfaisantes", dénonce Laurent Gomez, secrétaire national du syndicat. "L'ouverture de 'l'agenda social' est un contrefeu, le vrai sujet est que le PLF présenté ne répond pas à la crise - d'attractivité des métiers et de conditions d'études et de travail - que traverse l'Éducation nationale. Il faut que ce projet de loi soit rectifié par un PLFR, car même les chantiers présentés dans cet 'agenda social' ne pourront être ambitieux sans une revalorisation du budget, qui ne progresse que de 0,18 % cette année !".

Sébastien Vieille, secrétaire national du Snaic, constate qu'il "est compliqué de s'entendre avec le ministère, qui a justifié ce budget, tout en disant être ouvert au débat parlementaire et vouloir rouvrir des chantiers". Jean-Rémi Girard, président du syndicat, confiait également à AEF info que "personne ne comprend ce budget alors qu'on annonce une priorité à l'éducation". Il pointait un "problème de rattrapage salarial, mais qui ne doit pas passer par le pacte enseignant" et soulignait que "le PLF n'est pas adopté et que nous ne devons pas baisser les bras".